



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2922>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 997 à€" mars 2000 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 mars 2010

Date de parution : mars 2000

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nouveau record

Selon les chiffres publiés le 18 février dernier par le Département du commerce, le déficit commercial des états-Unis a atteint en 1999 le niveau record de 271,3 milliards de dollars, soit 65% de plus qu'en 1998.

Les importations ont en effet augmenté de 12% alors que les exportations n'ont crû que de 3%. Ce déficit inquiète les économistes car il pourrait conduire à une chute brutale du dollar, pour relancer les exportations.

Nous ne nous étonnerons donc pas si les états-Unis remettent rapidement la pression sur l'OMC pour tenter d'élargir encore leurs marchés à l'exportation [\[1\]](#).

Pourquoi toutes ces fusions ?

Voici une information permettant de répondre, en partie, à cette question : les banquiers d'affaires qui ont aidé de leurs conseils, pendant trois mois, le groupe pharmaceutique américain Pfizer à négocier sa fusion avec Warner-Lambert, ont été payés la bagatelle de 50 millions de dollars. Il est vrai que ce pactole n'est que 0,05 % du montant de la transaction qui permettra au nouveau Pfizer d'avoir une « force de vente inégalée de l'ordre de 10.000 visiteurs médicaux. » Comment un Américain moyen pourrait résister à tant de souci pour sa santé ?

Coca Cola

Pour retrouver la confiance de ses actionnaires, Coca Cola dégraisse : 6.000 emplois supprimés, soit 21 % des effectifs en un an. L'entreprise, plus que centenaire, n'avait jamais vu ça, pas même lors de la grande crise des années 30 !

N° 1 mondial des boissons sans alcool, présente dans 160 pays, l'entreprise avait des taux de croissance de 10 à 15 % par an au début des années 90, et pourtant 40 % des effectifs vont disparaître de son siège d'Atlanta.

Principe de précaution

Personne au monde ne peut dire quels sont les dangers des OGM [\[2\]](#). A ce sujet, une seule chose est sûre : des producteurs de céréales transgéniques, qui sont essentiellement aux États-Unis, au Canada et en Argentine (le groupe de Miami) sont décidés à tirer de gros bénéfices en vendant leurs produits au monde entier.

"Dans le doute, abstiens-toi" dit le bon sens populaire. Cette attitude de réserve, sous le nom de principe de précaution, est celle de l'Union européenne et des pays en développement. Ils voudraient qu'il soit au moins possible

de savoir, quand on achète une céréale, si oui ou non ses gènes ont été manipulés. Il faudrait pour cela qu'une mesure permît d'identifier les OGM, ce que leurs producteurs refusent, ou bien que la distribution d'OGM suivît une filière séparée de celle des céréales "naturelles".

Une conférence vient d'avoir lieu pour en débattre réunissant à Montréal des délégués venus de 138 pays. Les négociations, très dures, ont duré une semaine. Il en est sorti... la signature d'un texte baptisé "protocole de biosécurité" qui devrait permettre (!) à un pays de refuser l'importation d'OGM "en cas d'incertitude scientifique" mais qui n'oblige toujours pas les exportateurs d'OGM à créer une filière séparée. Quant à pouvoir identifier les OGM, pas d'étiquetage imposé, il est simplement stipulé dans cet accord (dont on ne peut pas dire si l'OMC le suivra) que "la documentation" accompagnant les OGM devra les identifier comme tels, ce qui est vague, et seulement deux ans après la date d'entrée en vigueur du protocole. Autrement dit, c'est encore une fois le profit des producteurs qui l'a emporté sur le risque sanitaire pour les consommateurs !

Précarisation

En France, l'emploi intérimaire occupait 601.300 personnes fin novembre 99, soit +11,7 % par rapport à fin octobre et + 22,2 % sur un an.

Cependant, l'indice qui évalue le chiffre d'affaires dans l'industrie a atteint son plus haut niveau historique en 1999.

Changement de cap ?

Au cours de la conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement qui vient de se tenir à Bangkok, Michel Camdessus, le directeur démissionnaire du FMI (mais qui, en novembre 99 jurait dans une émission de télévision qu'il n'était pas question qu'il démissionne !), a déclaré dans une interview à l'International Herald Tribune : « Je tire la sonnette d'alarme auprès de nos pays membres pour leur dire que nous prenons le risque d'une nouvelle crise financière » et, changeant de cap dans sa philosophie, il a précisé que, désormais, la croissance ne suffit plus : c'est "la haute qualité" d'une croissance centrée sur les êtres humains qui constitue une indispensable nouvelle donne. Dans son intervention à la conférence, après avoir condamné les écarts de richesse "moralement outrageux", il a appelé à la lutte contre la pauvreté, « ultime menace à la stabilisation d'un monde en processus de globalisation ».

De tels propos ne sont pas étonnants dans la bouche d'un catholique pratiquant, mais on peut se demander pourquoi il n'a pas appliqué ces préceptes lorsqu'ayant la pleine responsabilité du Fonds monétaire international, il prescrivait l'austérité économique et la libéralisation à outrance aux pays qui faisaient appel au FMI. Ce n'est tout de même pas parce qu'il a reçu une tarte à la crème quelques minutes avant son discours à la conférence ?

[1] Le Monde 20-21 février 2000.

[2] OGM = organismes génétiquement modifiés